



Rapport de gestion 24 octobre 2009 2^{ième} trimestre 2010

Sigma Industries Inc. (TSX-V : SIC), Sigma Industries Inc., chef de file dans la fabrication de produits en composite et de produits de métaux, compte cinq filiales en exploitation et près de 350 personnes. Elle exerce ses activités dans les marchés en croissance des camions de gros tonnage, des autocars, du transport en commun, des trains et des métros, de la machinerie, de l'agriculture et de l'énergie éolienne. Sigma vend ses produits aux fabricants et distributeurs d'équipement d'origine des États-Unis, du Canada et de l'Europe. Les actions ordinaires de la société se négocient sous le symbole SIC à la Bourse de Croissance TSX.

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Bien que les résultats d'exploitation de Sigma Industries continuent de subir les contrecoups d'un contexte économique difficile dans ses principaux marchés, certains signes laissent présager que le creux de la vague est maintenant chose du passé et qu'une amélioration tangible, mais graduelle, se pointe à l'horizon.

Tout d'abord, le marché du camion lourd, qui représente environ la moitié de nos revenus, a affiché une croissance séquentielle des ventes de véhicules au cours des deux dernières périodes de trois mois correspondant aux trimestres financiers de Sigma Industries. De plus, les nouvelles commandes de véhicules ont atteint leur plus haut niveau en près de deux ans au cours du mois d'octobre 2009, alors que les usagers désirent se procurer des camions lourds avant l'entrée en vigueur des nouvelles normes environnementales américaines en 2010. Ceci étant dit, les manufacturiers de camion lourd prévoient néanmoins une modeste croissance de leurs ventes nord-américaines en 2010, et ce, après trois années consécutives de baisse.

Également, nos efforts en vue de diversifier davantage nos activités en pénétrant des niches de marché rentables et porteuses de croissance portent fruit. Notre croissance des ventes dans l'industrie de l'autobus en témoignent. Celles-ci se sont à nouveau accrues au deuxième trimestre et représentent près de 20 % des ventes de la société depuis le début de l'exercice courant.

Reflétant le recentrage de nos efforts sur nos produits à plus forte contribution, notre rentabilité d'exploitation s'est améliorée en comparaison du trimestre précédent. En effet, même si nos ventes de 10,7 millions de dollars représentent une baisse séquentielle d'environ 500 000 \$ par rapport au trimestre précédant, notre perte avant intérêts, impôts et amortissements ajustée s'est amoindrie de 200 000 \$ pour se chiffrer à 292 000 \$.

Ces résultats, quoiqu'encore déficitaires, sont néanmoins fort encourageants et fortifient notre engagement à optimiser nos coûts de production et à rendre l'ensemble de notre organisation plus efficace et plus flexible. La hausse du volume d'affaires résultant de la reprise aura ainsi un effet bénéfique important et pratiquement immédiat sur notre rentabilité.

Notre principal axe de croissance stratégique vise à offrir des solutions techniques innovatrices nous permettant d'accompagner nos clients dans toutes les étapes de la production et surtout d'agir en tant qu'intégrateur de ces solutions. Il va sans dire que le développement de produits et services soucieux de l'environnement est notre priorité absolue.

À court terme, il est impératif de protéger et de renforcer notre bilan. À cet égard, je tiens à souligner l'appui constant de nos employés et de nos partenaires d'affaires. Leur soutien nous motive à redoubler d'ardeur dans nos initiatives de développement et de croissance visant à créer une source de valeur durable à nos actionnaires.

Denis Bertrand
Président du conseil et chef de la direction
Sigma Industries Inc.



RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Portée du rapport de gestion

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « la société », « nous » et « nos/notre » désignent Sigma Industries Inc. et ses filiales.

Le rapport qui suit se veut une révision des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société pour les périodes de trois et six mois terminées le 24 octobre 2009 par comparaison avec les périodes de trois et six mois terminées le 25 octobre 2008, de même que de la situation financière de Sigma Industries Inc. au 24 octobre 2009 comparativement au 25 avril 2009. Il doit être lu en parallèle avec l'information figurant dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés des périodes de trois et six mois terminées le 24 octobre 2009 et le 25 octobre 2008 ainsi qu'avec notre Rapport annuel 2009. Des renseignements complémentaires concernant Sigma Industries Inc. sont disponibles sur le site SEDAR à www.sedar.com.

Les renseignements suivants tiennent compte de tout événement important survenu jusqu'au 16 décembre 2009, date à laquelle le conseil d'administration a approuvé ce rapport de gestion.

Nos états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Tous les montants sont en dollars canadiens à moins d'indication contraire.

Mesures financières non conformes aux PCGR

L'information comprise dans ce rapport de gestion renferme parfois certains renseignements qui ne sont pas des mesures financières conformes aux PCGR. Par exemple, la société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements ajusté (« BAIIA ajusté »), car cette mesure résulte du bénéfice net (perte nette) plus les impôts sur les bénéfices, les frais financiers et les amortissements et exclut les frais de restructuration. Cette mesure permet à la direction d'évaluer le rendement opérationnel de la société et la performance de ses actifs. Le BAIIA ajusté n'est pas une mesure de résultat définie conformément aux principes comptables généralement reconnus. Ce n'est pas une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation de la performance financière ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de performance calculées selon les PCGR.

Cette mesure est utilisée par la société parce que la direction estime qu'il s'agit d'un instrument utile d'évaluation de la performance. C'est un outil fréquemment utilisé par le monde des affaires pour analyser et comparer la performance d'entreprises dans les secteurs où la société et ses filiales sont actives. Signalons que la définition de cette mesure adoptée peut différer de celles d'autres entreprises.

Rapprochement du BAIIA ajusté avec la perte nette				
(en milliers de dollars canadiens)	<u>Trois mois terminés les</u>		<u>Six mois terminés les</u>	
	24 octobre 2009	25 octobre 2008	24 octobre 2009	25 octobre 2008
Perte nette	(1 352)	(7 101)	(2 829)	(7 700)
MOINS (PLUS) :				
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	(469)	(986)	(869)	(1 283)
Frais de restructuration	226	436	315	436
Autres charges non monétaires		3 495		3 495
Amortissements totaux	738	960	1 492	1 881
Frais financiers	565	464	1 108	820
BAIIA ajusté	(292)	(2 732)	(783)	(2 351)

Survol de la société

Qui sommes nous ?

Au 24 octobre 2009, la société possède cinq filiales en propriété exclusive, soit :

- Sigma US Industries Inc. (« Sigma US ») et sa filiale Sigma OH Industries Inc. (« Sigma OH »), situées aux États-Unis dans l'État de l'Ohio, sont spécialisées dans la fabrication de pièces en composite pour le transport routier et en commun, notamment des pièces d'autobus et de camion, des pièces de machinerie agricole telles que des capots de tracteurs de ferme, ainsi que dans la conception de produits en composite de pointe qui sont destinés au marché des produits industriels.
- René Matériaux Composites Ltée (« René »), située à Saint-Éphrem-de-Beauce (Québec), est spécialisée dans la fabrication de pièces en composite pour le transport routier telles que les pièces de camions de classes 7 et 8. Au cours des trente dernières années, elle a développé des relations durables avec ses clients et ses fournisseurs pour devenir le leader dans son champ d'expertise. L'innovation, la créativité et la recherche de nouvelles technologies de production lui ont permis d'être reconnue à l'échelle mondiale par les plus importants manufacturiers de l'industrie du camion lourd. De plus, la filiale Groupe Synergy Composites Inc. « GSC » a été liquidée dans sa société mère René, le 25 avril 2009.
- Transcam Composites Inc. (« Transcam »), située à Saint-Éphrem-de-Beauce (Québec), est spécialisée dans la fabrication de moules pour les clients de René. L'usine d'Acton Vale (Québec) a, quant à elle, fermé ses portes à la fin du mois d'octobre 2009.

- Faroex Ltd. (« Faroex »), située à Gimli (Manitoba), est spécialisée dans la fabrication de composantes en matériaux composites pour l'industrie du transport routier, de l'agriculture et de l'énergie éolienne.
- PNS Tech Inc. (« PNS »), située à Saint-Agapit (Québec), est spécialisée dans la conception, la production et la distribution des pièces de rechange destinées à l'industrie agricole et à l'industrie du déneigement.

Les résultats d'exploitation consolidés non vérifiés de la société pour les périodes de trois et six mois terminées les 24 octobre 2009 et 25 octobre 2008 incluent les résultats de ces filiales.

Objectifs de croissance

Pour l'exercice 2010, la stratégie de développement de la société consiste à :

- accroître les ventes en intensifiant la pénétration de nouveaux segments de marchés potentiels (Canada, États-Unis, Europe) dans le plancher en composite et l'assemblage de composantes;
- réduire les coûts de production par la modernisation de la machinerie et des équipements, la consolidation des plans de production; et
- poursuivre l'amélioration des produits existants et le développement de nouveaux produits à valeur ajoutée.

Survol de l'industrie du camion de classe 8 (poids lourd)

Entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2007, les nouvelles normes de la *US Environmental Protection Agency* (EPA) portant sur le carburant diesel et les émissions de gaz à effet de serre ont eu une influence significative sur les ventes de camions de classe 5 à 8 depuis 2006. De plus, depuis l'année civile 2008, les ventes accusent l'effet de la récession mondiale et de volatilité du prix du carburant. D'autres modifications aux normes de l'EPA entrant en vigueur au début de 2010 ont hissé les nouvelles commandes de véhicules enregistrées en octobre 2009 à leur plus haut niveau en près de deux ans.

Le tableau 1 chiffre les ventes mensuelles de camion classe 8 (33 001 lbs et +) pour la période de trois mois terminée le 24 octobre 2009, par manufacturier :

TABLEAU 1

Ventes Camion au détail Classe 8 – Mois d'Aout 2009 à octobre 2009

Compagnie	Août 2009		Septembre 2009		Octobre 2009		Trimestre 2-2010		Trimestre 2 -2009	
	Unités	Variation année précédente %	Unités	Variation année précédente %	Unités	Variation année précédente %	Unités	Variation année précédente %	Unités	Variation trimestre année précédente %
Freightliner	1 870	(40,4%)	1 963	(29,4%)	2 166	(27,0%)	5 999	(32,5%)	8 882	5,2%
International	1 855	(26,4%)	1 985	(24,1%)	2 606	(29,0%)	6 446	(26,8%)	8 808	13,5%
Kenworth	918	(29,3%)	1 187	(9,0%)	1 037	(13,4%)	3 142	(17,3%)	3 801	(8,9%)
Mack	533	(35,6%)	647	(35,7%)	703	(24,3%)	1 883	(31,8%)	2 762	(18,1%)
Peterbilt	1 255	(16,1%)	1 204	(21,0%)	1 222	(20,3%)	3 681	(19,2%)	4 554	(0,7%)
Volvo	435	(40,4%)	548	(35,5%)	634	(41,8%)	1 617	(39,4%)	2 669	(20,4%)
Sterling	237	(62,3%)	163	(75,5%)	76	(87,6%)	476	(75,1%)	1 909	(11,6%)
Autres	48	(44,8%)	72	(48,9%)	56	(23,3%)	176	(41,5%)	301	(17,1%)
Total	7 151	(33,3%)	7 769	(28,7%)	8 500	(29,6%)	23 420	(30,5%)	33 686	(1,5%)

Source: Automotive News Data Center

Le tableau 2 indique les ventes de camions de classe 8 (33 001 lbs et +) par trimestre pour les années 2004 à 2010 et harmonisées avec les trimestres financiers de la société :

TABLEAU 2

Ventes Camion au détail Classe 8 - par trimestre selon l'exercice financier de la société

Année	Trimestre 1		Trimestre 2		Trimestre 3		Trimestre 4		Total	
	Unités	Variation Trimestre précédent %	Unités	Variation Trimestre précédent %	Unités	Variation Trimestre précédent %	Unités	Variation Trimestre précédent %	Unités	Variation Année précédente %
2010	22 464	6,4%	23 420	4,3%						
2009	34 211	4,8%	33 686	(1,5%)	30 719	(8,8%)	21 122	(31,2%)	119 738	(7,0%)
2008	32 870	(28,4%)	31 263	(4,9%)	31 943	2,2%	32 631	2,2%	128 707	(50,2%)
2007	72 725	3,0%	72 462	(0,4%)	67 556	(6,8%)	45 934	(32,0%)	258 677	(2,9%)
2006	65 747	13,2%	66 678	1,4%	63 247	(5,1%)	70 591	11,6%	266 263	19,4%
2005	50 691	12,1%	56 398	11,3%	57 872	2,6%	58 092	0,4%	223 053	38,8%
2004	38 620	32,0%	38 387	(0,6%)	38 531	0,4%	45 218	17,4%	160 756	11,8%

Source: Automotive News Data Center

Le tableau 3 indique les ventes annualisées de camions de classe 8 (33 001 lbs et +) par manufacturier pour les années 2005 à 2009 inclusivement et harmonisées avec les exercices financiers de la société :

TABLEAU 3

Ventes camion au détail classe 8– Périodes de douze mois terminées en avril

Compagnie	2005		2006		2007		2008		2009	
	Unités	Variation Année précédente %	Unités	Variation Année précédente %	Unités	Variation Année précédente %	Unités	Variation Année précédente %	Unités	Variation Année précédente %
Freightliner	65 245	27,9%	78 653	20,6%	72 801	(7,4%)	28 012	(61,5%)	31 260	11,6%
International	43 258	65,4%	48 074	11,1%	47 630	(0,9%)	28 163	(40,9%)	30 569	8,5%
Kenworth	24 959	44,9%	29 239	17,2%	30 845	5,5%	17 137	(44,4%)	13 667	(20,3%)
Mack	23 055	34,1%	28 972	25,7%	25 085	(13,4%)	11 793	(53,0%)	10 120	(14,2%)
Peterbilt	28 188	40,3%	32 086	13,8%	34 052	6,1%	17 803	(47,7%)	15 550	(12,7%)
Volvo	22 208	37,1%	28 568	28,6%	27 501	(3,7%)	13 906	(49,4%)	10 914	(21,5%)
Sterling	13 075	28,7%	16 609	27,0%	16 168	(2,7%)	9 572	(40,8%)	6 504	(32,1%)
Autres	3 065	13,9%	4 062	32,5%	4 595	13,1%	2 321	(49,5%)	1 154	(50,3%)
Total	223 053	38,8%	266 263	19,4%	258 677	(2,9%)	128 707	(50,2%)	119 738	(7,0%)

Source: Automotive News Data Center

Résultats d'exploitation consolidés

Sommaire des résultats trimestriels consolidés (non vérifiés, en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

	25 juillet 2009 \$	24 octobre 2009 \$			
Trimestre 2010 terminé le					
Ventes	11 230	10 712			
BAIIA ajusté *	(491)	(292)			
Perte avant impôts	(1 877)	(1 821)			
Perte nette	(1 477)	(1 352)			
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation	42 899 095	42 899 095			
Perte nette de base et diluée par action	(0,034)	(0,032)			
	26 juillet 2008 \$	25 octobre 2008 \$	24 janvier 2009 \$	25 avril 2009 \$	Total \$
Trimestres 2009 terminés les					
Ventes	15 209	16 761	14 256	11 257	57 483
BAIIA ajusté *	382	(2 732)	(956)	(489)	(3 795)
Perte avant impôts	(895)	(8 088)	(2 330)	(1 707)	(13 020)
Perte nette	(599)	(7 101)	(1 965)	(402)	(10 067)
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation	42 899 095	42 899 095	42 899 095	42 899 095	42 899 095
Perte nette de base et diluée par action	(0,014)	(0,166)	(0,046)	(0,009)	(0,235)
	28 juillet 2007 \$	27 octobre 2007 \$	26 janvier 2008 \$	26 avril 2008 \$	Total \$
Trimestres 2008 terminés les					
Ventes	18 780	19 034	14 769	17 186	69 769
BAIIA ajusté *	(118)	437	414	1 560	2 294
Bénéfice (perte) avant impôts	(1 332)	(819)	551	199	(1 401)
Bénéfice net (perte nette)	(935)	(583)	365	602	(550)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation					
de base	42 899 095	42 899 095	42 899 095	42 899 095	42 899 095
dilué	43 113 362	43 013 792	42 899 095	42 899 095	43 228 059
Bénéfice net (perte nette) de base et dilué(e) par action	(0,022)	(0,014)	0,009	0,014	(0,013)

* Le BAIIA ajusté est une mesure financière non conforme aux PCGR qui résulte du bénéfice net (perte nette) plus les impôts sur les bénéfices, les frais financiers et les amortissements et exclut le gain non récurrent sur règlement d'assurance, les frais de restructuration, les autres charges non monétaires et la moins-value autre que temporaire sur placement temporaire.

Ventes

Les ventes consolidées du deuxième trimestre terminé le 24 octobre 2009 ont atteint 10,7 millions de dollars, en baisse de 6,1 millions de dollars comparativement à 16,8 millions de dollars pour la même période l'an dernier. Ce repli fut principalement causé par une diminution de 2,6 millions de dollars des ventes destinées à l'industrie du camion lourd à la suite du recul des ventes de cette catégorie de véhicules comparativement à la même période de l'exercice précédent en raison de la conjoncture économique difficile. De plus, la réduction de 0,8 million de dollars des ventes dans le secteur des produits agricoles découle principalement d'une décision de la société d'abandonner la production de certains contrats, tel qu'annoncé en décembre 2008, afin de se concentrer sur les produits à plus forte contribution. Finalement, les ventes de produits

industriels ont accusé un recul de 0,8 million de dollars en raison de la diminution des volumes de production causée par le contexte économique difficile et l'arrêt temporaire de la production aux installations d'un important client. Il est actuellement prévu que la production de ce client retrouvera un rythme normal à compter du mois de février 2010.

En revanche, les ventes destinées au marché de l'autobus ont progressé de 6,0 %, pour se chiffrer à 1,6 millions de dollars en raison de l'apport de nouveaux contrats dans le marché de l'autobus urbain pour lesquels la production a débuté au cours du deuxième semestre de l'exercice 2009. Ces nouveaux contrats ont plus que contrebalancé une diminution des cadences de production pour l'industrie des autocars.

Pour les six premiers mois de l'exercice courant, les ventes consolidées ont totalisé 21,9 millions de dollars, en baisse comparativement à 32,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce repli s'explique par une diminution des ventes à l'industrie du camion lourd ainsi que de produits de déneigement, agricoles et industriels, le tout partiellement compensé par une hausse des ventes destinées au marché de l'autobus.

Informations sectorielles

Ventes par famille de produits (en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les				Six mois terminés les			
	24 octobre 2009		25 octobre 2008		24 octobre 2009		25 octobre 2008	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Camions lourds-classe 8	5 496	51,3 %	8 096	48,3 %	11 469	52,3 %	16 783	52,5 %
Autobus	1 645	15,4 %	1 552	9,2 %	4 099	18,7 %	2 439	7,6 %
Produits de déneigement	1 691	15,8 %	2 558	15,3 %	2 300	10,5 %	3 259	10,2 %
Produits agricoles	888	8,3 %	1 683	10,0 %	1 600	7,3 %	3 571	11,2 %
Produits industriels	591	5,5 %	1 383	8,3 %	1 175	5,4 %	3 116	9,8 %
Énergie éolienne	183	1,7 %	919	5,5 %	788	3,6 %	1 582	4,9 %
Autres	218	2,0 %	570	3,4 %	511	2,2 %	1 220	3,8 %
	10 712	100,0 %	16 761	100,0 %	21 942	100,0 %	31 970	100,0 %

Ventes par secteur géographique (en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les				Six mois terminés les			
	24 octobre 2009		25 octobre 2008		24 octobre 2009		25 octobre 2008	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
États-Unis	6 335	59,1 %	10 138	60,5 %	13 106	59,7 %	20 824	65,2 %
Canada	3 523	32,9 %	6 217	37,1 %	7 622	34,7 %	10 428	32,6 %
Amérique du Sud	362	3,4 %	50	0,3 %	486	2,2 %	103	0,3 %
Asie	231	2,2 %	242	1,4 %	402	1,8 %	358	1,1 %
Europe	114	1,1 %	114	0,7 %	173	0,8 %	229	0,7 %
Australie	147	1,3%	-	0,0 %	153	0,8 %	28	0,1 %
	10 712	100,0 %	16 761	100,0 %	21 942	100,0 %	31 970	100,0 %

Pour le trimestre terminé le 24 octobre 2009, les ventes en provenance des États-Unis ont atteint 6,3 millions de dollars, soit 59,1 % des ventes totales, comparativement à 10,1 millions de dollars, ou 60,5 % des ventes, pour le trimestre terminé le 25 octobre 2008. Pour le semestre terminé le 24 octobre 2009, les ventes en provenance des États-Unis se sont élevées à 13,1 millions de dollars, soit 59,7 % des ventes totales, comparativement à 20,8 millions de dollars, ou 65,2 % des ventes, pour les six premiers mois de l'exercice précédent.

Ces diminutions pour les périodes de trois et six mois terminées le 24 octobre 2009 sont attribuables à la baisse d'activité dans le marché du camion lourd découlant du ralentissement économique mondial affectant plus particulièrement les États-Unis.

Pour les périodes de trois mois et six mois terminées le 24 octobre 2009, les ventes provenant des cinq clients les plus importants représentaient respectivement 65,7 % et 66,6 % des ventes totales de la société comparativement à 64,0% et 67,1 % respectivement pour les périodes de trois et six mois terminées le 25 octobre 2008. Deux de ces clients représentaient plus de 10 % des ventes totales de la société pour les périodes de trois et six mois terminées les 24 octobre 2009 et 25 octobre 2008. Pour les périodes de trois et six mois terminées les 24 octobre 2009 et 25 octobre 2008, le client le plus important représentait des ventes de plus de 1,5 fois (1,5 fois en 2008) supérieures à celles représentées par le deuxième client en importance de la société.

De façon générale, les ventes de la société ne sont pas tributaires de facteurs saisonniers, exception faite des ventes de produits de déneigement et de produits agricoles. Néanmoins, ces deux catégories de produits tendent à avoir des fluctuations saisonnières contraires qui minimisent l'impact de la saisonnalité sur les résultats d'exploitation consolidés.

Coût des ventes et frais d'exploitation

Le coût des ventes et les frais d'exploitation ont totalisé 10,9 millions de dollars, soit 101,3 % des ventes de la société au deuxième trimestre de l'exercice 2010 comparativement à 19,8 millions de dollars, ou 118,4 % des ventes, lors de la période correspondante de l'exercice 2009. La diminution en termes monétaires s'explique par le recul des ventes entre les deux périodes de comparaison, tandis que la diminution en pourcentage des ventes reflète principalement des dépassements de coûts encourus au deuxième trimestre de l'exercice 2009 et portant sur la fabrication de certains composants destinés aux marchés de l'autobus et de l'équipement agricole. Ces coûts attribuables à des problèmes d'implantation de nouveaux procédés de fabrication aux installations de Sigma OH, en Ohio, avaient causé un recours accru à la sous-traitance. La société a annoncé en décembre 2008 qu'elle cessait la production de ces composants.

Pour la période de six mois terminée le 24 octobre 2009, le coût des ventes et les frais d'exploitation ont atteint 22,2 millions de dollars, soit 101,1 % des ventes, par rapport à 34,7 millions de dollars, ou 108,6 % des ventes pour le semestre terminé le 25 octobre 2008.

Perte (gain) de change

La perte de change de 102 621 \$ enregistrée au deuxième trimestre de l'exercice 2010 provient surtout des fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US, passant d'un taux de clôture au 25 juillet 2009 de 1,0829 à un taux de 1,0519 au 24 octobre 2009. Pour les six premiers mois de l'exercice 2010, la perte de change s'élevait à 488 480 \$.

Pour réduire l'impact des gains ou pertes de change futurs, la société a conclu des contrats lui permettant de vendre et d'acheter des dollars US à divers taux de change à terme, lesquels se résument ainsi :

Description	Date d'expiration	Montant contractuel \$	Taux contractuel moyen pondéré \$
Au 24 octobre 2009			
Vente de dollars US	Novembre 2009 à janvier 2011	4 200 000	1,1854
Achat de dollars US	Novembre 2009	160 000	1,0415

Au 24 octobre 2009, le bilan consolidé de la société affichait un actif non réalisé de 556 490 \$.

Au cours du deuxième trimestre terminé le 24 octobre 2009, la société a vendu 2,1 millions de dollars US à un taux de change moyen de 1,0974 CAN pour une somme de 2,3 millions de dollars canadiens. Au deuxième trimestre de l'exercice précédent, la société avait vendu 2,9 millions de dollars US à un taux de change moyen de 1,0487 CAN pour une contrepartie de 3,0 millions de dollars canadiens.

Pour le premier semestre de l'exercice courant, la société a vendu 4,5 millions de dollars US à un taux de change moyen de 1,1130 CAN pour une somme de 5,1 millions de dollars canadiens. Au premier semestre de l'exercice antérieur, la société avait vendu 7,8 millions de dollars US à un taux de change moyen de 1,0379 CAN pour une contrepartie de 8,1 millions de dollars canadiens.

BAIIA ajusté

Au deuxième trimestre de l'exercice 2010, la société a enregistré une perte avant intérêts, impôts et amortissements ajustée de 291 723 \$ comparativement à une perte ajustée de 2,7 millions de dollars pour la même période l'an dernier. La diminution de la perte comparativement à la même période un an plus tôt reflète les dépassements de coûts qui ont porté ombrage aux résultats de l'exercice précédent. De plus, la perte ajustée du deuxième trimestre de l'exercice courant affiche une réduction d'environ 200 000 \$ par rapport à une perte ajustée de 491 627 \$ au premier trimestre. Cette diminution témoigne des efforts de réduction des coûts déployés antérieurement ainsi que l'impact positif du recentrage de l'offre vers les produits à plus forte contribution.

Les opérations canadiennes ont affiché une perte avant intérêts, impôts et amortissements ajustée de 169 747 \$ au deuxième trimestre de l'exercice courant, comparable à la perte ajustée de 179 241 \$ du deuxième trimestre de l'exercice précédent. Par ailleurs, la filiale étrangère autonome Sigma US Industries a enregistré une perte avant intérêts, impôts et amortissements ajustée de 121 976 \$ comparativement à une perte ajustée de 2,6 millions de dollars l'an dernier.

Pour les six premiers mois de l'exercice courant, la perte avant intérêts, impôts et amortissements ajustée s'est chiffrée à 783 350 \$ comparativement à une perte ajustée de 2,4 millions de dollars pour la même période un an plus tôt. La perte ajustée des opérations canadiennes a atteint 294 620 \$, par opposition à un BAIIA ajusté de 784 815 \$ l'an dernier, tandis que la filiale étrangère autonome a affiché une perte ajustée de 488 730 \$ pour les six premiers mois de l'exercice 2010 comparativement à une perte ajustée de 3,1 millions de dollars à l'exercice 2009.

Frais financiers

Les frais financiers pour le deuxième trimestre terminé le 24 octobre 2009 ont atteint 565 072 \$ comparativement à 464 060 \$ pour la même période l'an dernier. Cette augmentation s'explique par un accroissement du niveau moyen d'endettement entre les deux périodes de comparaison ainsi que par une augmentation des taux d'intérêt applicables sur les facilités de crédit de la société depuis le début de l'exercice 2010.

Pour le semestre terminé le 24 octobre 2009, les frais financiers se sont élevés à 1,1 million de dollars, en hausse comparativement à 819 762 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Au 24 octobre 2009, environ 72,5 % de la dette à long terme, soit 15,3 millions de dollars sur une dette à long terme totale de 21,1 millions de dollars (incluant la partie à court terme, mais excluant les frais de financement reportés) était à taux variable.

Amortissements

Les amortissements pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010 ont atteint 737 991 \$, en baisse comparativement à 960 066 \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2009. Cette diminution découle de la radiation, au deuxième trimestre de l'exercice 2009, des immobilisations corporelles et des actifs incorporels de la filiale GSC.

Pour la période de six mois terminée le 24 octobre 2009, les amortissements se sont chiffrés à 1,5 million de dollars par rapport à 1,9 million de dollars pour la période de six mois terminée le 25 octobre 2008.

Frais de restructuration et autres charges non monétaires

Pour les périodes de trois et six mois terminées le 24 octobre 2009, la société a comptabilisé des frais de restructuration totalisant 225 918 \$ et 315 013, respectivement. Ces frais représentent des honoraires professionnels ainsi que des indemnités de départ. Pour les périodes de trois et six mois terminées le 25 octobre 2009, ces frais atteignaient 436 431 \$.

Fait à noter, une charge de l'ordre de 300 000 \$ liée à la fermeture de l'usine d'Acton Vale devant être comptabilisée au deuxième trimestre de l'exercice 2010 n'a pas été encourue tel que prévu. La direction prévoit cependant que ce montant sera comptabilisé si elle ne peut se départir des équipements et de la machinerie propre à cette installation.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009, la société a comptabilisé une charge non monétaire de 3,5 millions de dollars en lien majoritairement avec la radiation d'éléments d'actifs de la filiale GSC, dont l'usine a fermé ses portes à la fin du mois de décembre 2008, ainsi que la radiation de l'outillage lié au contrat dont la production a été abandonnée par Sigma OH.

Recouvrement d'impôts sur les bénéfices

Pour le trimestre terminé le 24 octobre 2009, la société a bénéficié d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 469 368 \$ (ou 25,8 % de la perte avant impôts) comparativement à un recouvrement de 986 796 \$ (ou 12,2 % de la perte avant impôts) lors de la même période l'an

dernier. Le taux de recouvrement plus élevé de l'exercice 2010 s'explique par la radiation, au deuxième trimestre de l'exercice 2009, d'une somme de 1,3 million de dollars représentant les actifs d'impôts futurs de la filiale Sigma OH en raison des pertes cumulées depuis son acquisition. Hormis cet élément, le recouvrement d'impôts sur les bénéfices du second trimestre de l'exercice 2009 aurait été de 2,3 millions de dollars (ou 28,2 % de la perte avant impôts).

Pour les six premiers mois de l'exercice courant, le recouvrement d'impôts sur les bénéfices s'est chiffré à 869 228 \$ (ou 23,5 % de la perte avant impôts) comparativement à un recouvrement de 1,3 million de dollars (ou 14,3 % de la perte avant impôts) lors de la période correspondante de l'exercice précédent. Abstraction faite de la radiation des actifs d'impôts futurs de la filiale américaine, le recouvrement d'impôts du premier semestre de l'exercice 2009 aurait atteint 2,6 millions de dollars (ou 28,7 % de la perte avant impôts).

Perte nette

La perte nette de la société pour le trimestre terminé le 24 octobre 2009 s'est élevée à 1,4 million de dollars, soit une perte nette de base et diluée de 0,032 \$ par action, comparativement à une perte nette de 7,1 millions de dollars, soit une perte nette de base et diluée de 0,166 \$ par action, pour le trimestre terminé le 25 octobre 2008. Cette diminution de la perte nette par rapport à la période correspondante de l'exercice antérieur reflète les dépassements de coûts qui ont affligés cet exercice. La société a également réduit sa perte nette par rapport au premier trimestre de l'exercice en cours, alors que celle-ci avait atteint 1,5 million de dollars, équivalent à une perte nette de base et diluée de 0,034 \$ par action.

Pour la période de six mois terminée le 24 octobre 2009, la perte nette a totalisé 2,8 millions de dollars, soit une perte nette de base et diluée de 0,066 \$ par action. Lors de la période de six mois terminée le 25 octobre 2008, la perte nette s'était chiffrée à 7,7 millions de dollars, soit une perte nette de base et diluée de 0,179 \$ par action.

Situation financière

**Données tirées des bilans consolidés
(non vérifiés, en milliers de dollars canadiens)**

	25 juillet 2009	24 octobre 2009		
	\$	\$		
Actif à court terme	18 226	18 607		
Actif total	46 688	46 156		
Passif à court terme	17 691	19 203		
Passif total	37 881	38 523		
Capitaux propres	8 807	7 633		

	26 juillet 2008	25 octobre 2008	24 janvier 2009	25 avril 2009
	\$	\$	\$	\$
Actif à court terme	22 359	26 300	20 718	16 974
Actif total	56 965	59 640	53 255	46 558
Passif à court terme	18 719	43 747	39 463	15 230
Passif total	37 261	47 961	43 368	36 927
Capitaux propres	19 704	11 679	9 887	9 631

	28 juillet 2007	27 octobre 2007	26 janvier 2008	26 avril 2008
	\$	\$	\$	\$
Actif à court terme	27 915	25 786	25 278	22 305
Actif total	57 892	56 445	56 029	57 035
Passif à court terme	22 757	22 563	20 911	17 992
Passif total	37 986	37 111	36 336	36 722
Capitaux propres	19 906	19 334	19 693	20 313

Actif

L'actif total de la société a légèrement diminué pour s'établir à 46,2 millions de dollars au 24 octobre 2009, par rapport à 46,6 millions de dollars au 25 avril 2009.

La valeur des actifs à court terme a augmenté pour atteindre 18,6 millions de dollars au 24 octobre 2009, comparativement à 17,0 millions de dollars au 25 avril 2009. Cette augmentation est surtout attribuable à une hausse des charges payées d'avance, reflétant le renouvellement du portefeuille de polices d'assurance de la société, à la hausse de l'actif non réalisé lié aux contrats dérivés de change à terme découlant du raffermissement de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US, ainsi qu'à l'augmentation de la trésorerie qui atteignait 964 790 \$ au 24 octobre 2009 comparativement à 3 411 \$ au 25 avril 2009.

Malgré la diminution des ventes, la valeur des comptes débiteurs et des stocks est demeurée pratiquement inchangée depuis le début de l'exercice 2010. Néanmoins, la qualité des comptes débiteurs n'est pas en cause puisqu'au 24 octobre 2009, 58,0 % de ceux-ci étaient âgés de moins de 30 jours et 32,1 % étaient âgés entre 31 et 60 jours. Quant aux stocks, la diminution des stocks de matières premières a été compensée par la hausse des stocks de produits en cours découlant d'un contrat d'outillage.

Les immobilisations corporelles ont diminué de 2,2 millions de dollars pour se chiffrer à 20,3 millions de dollars au 24 octobre 2009. Cette diminution découle d'une charge

d'amortissement supérieure aux acquisitions d'immobilisations corporelles depuis le début de l'exercice et, dans une moindre mesure, de l'appréciation de la valeur du dollar canadien sur les immobilisations corporelles de la filiale étrangère autonome de la société.

La valeur des actifs incorporels a diminué de 556 316 \$ pour s'établir à 4,5 millions de dollars au 24 octobre 2009, en raison de l'amortissement s'y rattachant.

Passif

Le passif total de la société a augmenté pour s'établir à 38,5 millions de dollars au 24 octobre 2009 comparativement à 36,9 millions de dollars au 25 avril 2009.

La valeur du passif à court terme a augmenté de 4,0 millions de dollars pour s'établir à 19,2 millions de dollars au 24 octobre 2009. Cette hausse reflète notamment une augmentation de 1,6 million de dollars des produits reçus d'avance, laquelle est liée au contrat d'outillage mentionné précédemment. Le solde des emprunts bancaires a augmenté de 1,9 million de dollars pour atteindre 5,3 millions de dollars.

La société dispose d'une marge de crédit bancaire autorisée de 10,0 millions de dollars en devise canadienne, portant intérêt au taux préférentiel plus 3,5 %. Elle dispose également d'une marge de crédit bancaire de 1,0 million de dollars en devise américaine, portant intérêt au taux préférentiel américain plus 4,0 % et d'une marge de crédit immobilière de 1,0 million de dollars en devise canadienne, portant intérêt au taux préférentiel plus 4,0 %. Elle dispose aussi d'une facilité de crédit de 2,0 millions de dollars pour le risque lié à la conversion des devises et d'un crédit de 250 000 \$ pour le risque lié au règlement relatif aux transferts de fonds électroniques. Ces facilités de crédit sont renouvelables annuellement.

La dette à long terme, incluant la partie à court terme et les frais de financement reportés, s'élevait à 20,7 millions de dollars au 24 octobre 2009, en baisse de 1,1 million de dollars comparativement à 21,8 millions de dollars au 25 avril 2009.

Depuis le début de l'exercice courant, la dette nette de la société a été réduite de 0,3 million de dollars pour s'établir à 25,0 millions de dollars au 24 octobre 2009. La dette nette est définie comme étant la dette à long terme, y compris la partie à court terme, plus les emprunts bancaires, moins la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Ratios financiers

En vertu de ses ententes de crédit, la société s'est engagée à respecter certaines conditions ainsi que certains ratios financiers. Au 24 octobre 2009, un ratio exigeant le maintien d'un solde minimal de capitaux propres au sein des opérations canadiennes de la société n'était pas respecté. Subséquemment à la fin du trimestre, la société a obtenu une dispense quant au maintien de ce ratio.

Liquidités, flux de trésorerie et financement

Le tableau suivant présente les éléments des flux de trésorerie aux dates indiquées.

Flux de trésorerie (en milliers de dollars canadiens)	Trois mois terminés les		Six mois terminés les	
	24 octobre 2009	25 octobre 2008	24 octobre 2009	25 octobre 2008
Activités d'exploitation	(792)	(2 553)	(1 479)	(3 215)
Activités de financement	501	3 945	1 417	5 213
Activités d'investissement	350	(931)	329	(1 541)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents	130	(760)	695	(759)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents	189	(299)	962	(302)
Trésorerie et équivalents au début	776	650	3	653
Trésorerie et équivalents à la fin	965	351	965	351

Les activités d'investissement liées aux acquisitions d'immobilisations corporelles de la société ont été principalement financées par les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ainsi que par ses facilités de crédit.

La société est d'avis que ses liquidités, ajoutées à sa facilité de crédit renouvelable et aux fonds générés par ses activités au cours des prochains trimestres, seront suffisantes pour répondre à ses besoins de trésorerie dans un avenir prévisible. Toutefois, il est possible que des projets d'acquisition d'entreprises exigent de nouvelles sources de financement.

Activités d'exploitation

Au cours du deuxième trimestre terminé le 24 octobre 2009, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont réduit les liquidités de 0,8 million de dollars comparativement à une réduction de 3,0 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 25 octobre 2008. Cette baisse s'explique essentiellement par une réduction de la perte nette.

Les éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont généré des liquidités de 56 689 \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2010, alors que des augmentations des comptes débiteurs et des contrats dérivés de change à terme furent compensées par une augmentation des produits reçus d'avance et des comptes créditeurs et charges. Au deuxième trimestre de l'exercice 2009, les éléments hors trésorerie du fonds de roulement avaient générés des liquidités de 397 362 \$. Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont ainsi réduit les liquidités d'un montant net de 0,8 million de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2010, comparativement à une réduction de 2,6 millions de dollars un an plus tôt.

Pour les six premiers mois de l'exercice courant, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont requis des liquidités de 2,6 millions de dollars en comparaison de 3,2 millions de dollars pour la même période de l'exercice antérieur. Compte tenu de la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, les activités d'exploitation ont nécessité une utilisation des liquidités à hauteur de 1,5 million de dollars par rapport à 3,2 millions de dollars un an plus tôt.

Activités de financement

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont généré des fonds de 0,5 million de dollars essentiellement liés à l'augmentation des emprunts bancaires. Lors du deuxième trimestre de l'exercice 2009, les flux de trésorerie provenant des activités de financement avaient généré des fonds de 3,9 millions de dollars.

Pour la période de six mois terminée le 24 octobre 2009, les activités de financement ont généré des flux de trésorerie positifs de 1,4 million de dollars par rapport à des flux de trésorerie positifs de 5,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont accru les liquidités de 349 768 \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2010 comparativement à une réduction de 930 715 \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2009. Cette amélioration des liquidités reflète un niveau moins élevé d'acquisition d'immobilisations corporelles ainsi que la disposition d'immobilisations corporelles totalisant 339 539 \$ majoritairement liées à la vente des éléments d'actifs de la filiale GSC.

Pour la période de six mois terminée le 24 octobre 2009, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont généré des liquidités de 328 819 \$ par opposition à une utilisation de liquidités de 1,5 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Capitaux propres

Capital social

En date du présent rapport de gestion, aucun changement n'est survenu dans le capital social de la société depuis le 25 avril 2009.

Options d'achat d'actions aux administrateurs, dirigeants, employés et consultants

Le régime d'options d'achat d'actions de la société destiné à ses employés, ses dirigeants, ses administrateurs et ses consultants est entré en vigueur le 7 octobre 2005. Le nombre maximal d'actions pouvant être émis en vertu du régime est limité à 10 % du capital social émis et en circulation. La durée maximale des options est de cinq ans. Les options peuvent être exercées selon les termes définis par le conseil d'administration au moment de leur octroi. Le prix d'acquisition des actions en vertu du régime ne peut être inférieur au cours escompté.

Le tableau suivant présente les renseignements relatifs aux options d'achat d'actions en circulation et exerçables dans le cadre du régime en date du 24 octobre 2009 :

	Nombre	Charges de rémunération totales (note a) \$
Nombre et charges de rémunération totales des options d'achat d'actions octroyées depuis l'instauration du régime	2 425 000	550 677
Charges de rémunération à base d'actions pour les exercices précédents		536 792
Incidence des options exercées et forcloses sur les charges de rémunération		13 886
Options en circulation et exerçables au 24 octobre 2009	1 355 000	
Options exercées depuis l'instauration du régime	540 000	
Options forcloses depuis l'instauration du régime	530 000	

Note a- le montant des charges de rémunération totales durant leur période d'acquisition

En date du présent rapport de gestion, aucun changement n'est survenu dans le régime d'options d'achat d'actions.

Bons de souscription

Le tableau suivant résume les informations relatives aux bons de souscription en circulation et exerçables au 24 octobre 2009 :

Date de levée la plus tardive	Prix de levée	Nombre	Valeur monétaire (si exercés en totalité)
6 octobre 2010	0,40 \$	100 000	40 000 \$
14 et 29 mars 2012	1,15 \$	2 778 159	3 194 883 \$

En date du présent rapport de gestion, aucun changement n'est survenu dans les bons de souscription en circulation et exerçables de la société.

PRINCIPALES CONVENTIONS ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés de la société sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. La préparation d'états financiers conformément aux PCGR exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ayant une incidence sur les montants d'actif et de passif portés aux états financiers. Ces mêmes estimations et hypothèses ont aussi une incidence sur la présentation des éventualités en date des états financiers, de même que sur les postes de produits et de charges des périodes présentées. Les principales estimations de la société comprennent la juste valeur des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et des écarts d'acquisition, la provision pour créances irrécouvrables, la provision pour désuétude des stocks, la provision pour moins-value sur les actifs d'impôts futurs, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et des actifs incorporels ainsi que certaines charges à payer. La direction est d'avis que ses estimations sont adéquates; toutefois, il est possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

Les principales conventions comptables nécessitant une utilisation importante de jugements et d'estimations de la part de la direction sont présentées ci-dessous. La description complète des conventions comptables est présentée dans la section correspondante des états financiers consolidés dans le rapport annuel 2009 de la société.

Provision pour créances irrécouvrables

La société évalue le recouvrement de ses comptes débiteurs sur une base régulière en examinant les soldes à recevoir depuis un certain temps. Elle établit une provision pour créances irrécouvrables en fonction de ses expériences passées en matière de recouvrement des comptes débiteurs et en fonction des renseignements disponibles au sujet du statut des soldes de ses comptes débiteurs. Si la situation financière de ses clients se détériorait et faisait en sorte de diminuer leur capacité d'effectuer les versements requis, une provision additionnelle pourrait être requise, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives sur les résultats futurs de la société.

Provision pour stocks excédentaires ou désuets

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif pour les matières premières et selon la méthode du prix de revient complet pour les produits en cours et les produits finis.

La société établit ces provisions selon les quantités en stock et en fonction des besoins prévus pour appuyer les ventes futures de ses produits. Il est possible que des provisions additionnelles soient requises si les ventes futures sont moindres que prévu ou si la répartition des ventes des produits s'avère très différente de ce qui est prévu, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives sur les résultats futurs de la société.

Évaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels dont la durée de vie utile est limitée sont soumis à un test de dépréciation lors d'événements ou de circonstances indiquant la possibilité d'un non-recouvrement des coûts. À cet égard, une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure aux flux monétaires futurs non actualisés que cet actif est censé procurer. Le montant de toute perte de valeur, s'il y a lieu, représente l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Les actifs incorporels dont la durée de vie utile est limitée font l'objet d'une moins-value dans le cas de toute dépréciation de la portion non amortie. Les actifs incorporels dont la durée de vie utile est indéfinie sont soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment lors d'événements ou de circonstances pouvant indiquer une perte de valeur. Une perte de valeur existe lorsque la valeur comptable de l'actif incorporel excède sa juste valeur. Au 24 octobre 2009, il ne s'est produit aucun événement ni circonstance indiquant qu'une moins-value devrait être comptabilisée.

Finalement, les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle en fin d'exercice, ou plus fréquemment si les indicateurs de dépréciation se manifestent, en ce qui concerne la juste valeur de chaque unité d'exploitation rattachée aux écarts d'acquisition. Une perte de valeur est constatée pour tout écart d'acquisition ayant fait l'objet d'une dépréciation. Au

24 octobre 2009, il ne s'est produit aucun événement ni circonstance indiquant qu'une moins-value devrait être comptabilisée.

Comptabilisation des actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers détenus aux fins de transaction sont constatés à la juste valeur, et les variations sont comptabilisées au résultat net. Les actifs et passifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont comptabilisés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs financiers disponibles à la vente sont mesurés à la juste valeur ou au coût s'il n'existe pas de cotations publiées sur un marché actif et les variations sont comptabilisées au résultat étendu.

La société a choisi de capitaliser les frais de transaction lors de la comptabilisation initiale et de les présenter avec les instruments financiers afférents. Ils sont par la suite amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le tableau suivant résume le modèle comptable que la société a choisi d'appliquer à chacune de ses principales catégories d'instruments financiers:

Trésorerie et équivalents	Détenus à des fins de transaction
Comptes débiteurs	Prêts et créances
Contrats dérivés de change à terme	Détenus à des fins de transaction
Autres passifs financiers	Détenus à des fins autres que de transaction

Nouvelles normes comptables et prises de position

Modifications comptables adoptées

Le 26 avril 2009, la société a adopté les nouvelles normes suivantes publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») :

Le chapitre 3064, « *Écarts d'acquisition et actifs incorporels* ». Ce chapitre établit les normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux actifs incorporels. Ce chapitre remplace le chapitre 3062 « *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels* » et le chapitre 3450 « *Frais de recherche et de développement* ».

Le CPN 173 « *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers* ». Ce CPN apporte des précisions sur l'application du chapitre 3855 « *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation* ».

La société a appliqué ces changements prospectivement. L'application de ces normes n'a eu aucune incidence sur les résultats financiers consolidés de la société.

Modifications comptables futures

En janvier 2009, l'ICCA a publié les chapitres 1582 « *Regroupements d'entreprises* », 1601 « *États financiers consolidés* » et 1602 « *Participations sans contrôle* ».

Le chapitre 1582 sera en convergence avec l'IFRS 3, « *Regroupements d'entreprises* ».

Le chapitre 1602 sera en convergence avec les dispositions de l'IAS 27, « *États financiers consolidés et individuels* », concernant les participations sans contrôle. Enfin, le chapitre 1601 reprendra les exigences du chapitre 1600 « *États financiers consolidés* », autres que celles touchant les participations sans contrôle.

Le chapitre 1582 s'applique aux opérations où l'acquéreur obtient le contrôle d'une ou de plusieurs entreprises. Le terme « entreprise » est défini plus largement que dans la norme existante. La plupart des actifs acquis et des passifs pris en charge, y compris les passifs éventuels considérés comme « improbables », seront évalués à leur juste valeur. Les coûts d'acquisition doivent être passés en charges.

En vertu du chapitre 1602, toute participation ne donnant pas le contrôle sera comptabilisée comme une composante distincte des capitaux propres. Le calcul du résultat net ne comporte aucune déduction au titre des participations sans contrôle. Le résultat net sera plutôt réparti entre les participations donnant le contrôle et les participations sans contrôle.

Les nouvelles normes entreront en vigueur en 2011.

La société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.

Harmonisation des normes canadiennes et internationales

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement alignés sur les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'*International Accounting Standards Board*. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice 2012 selon les IFRS. La société est à concevoir la planification de sa conversion aux normes IFRS et prévoit couvrir dans ce plan les différences entre les IFRS et ses conventions comptables actuelles, les changements portant sur la communication de l'information financière ainsi que sur les technologies de l'information.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES

Juste valeur

La trésorerie et les équivalents, les contrats dérivés de change à terme et les emprunts bancaires sont comptabilisés à la juste valeur alors que les comptes débiteurs, les comptes créditeurs et charges ainsi que la dette à long terme sont des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur en raison de leur échéance à court terme ou des taux courants du marché pour la majorité des emprunts inclus dans la dette à long terme.

Risque de crédit

Les instruments financiers qui pourraient assujettir la société à un risque de concentration de crédit se composent principalement de trésorerie et d'équivalents et de comptes débiteurs. La trésorerie et les équivalents sont déposés dans des comptes bancaires auprès de banques canadiennes et américaines. Par conséquent, la société estime que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est minime.

En général, la société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre de ses clients à l'égard de ses comptes clients; cependant, le crédit est accordé aux clients uniquement après une évaluation de leur solvabilité. En outre, la société révisé continuellement le crédit de tous ses clients et établit une provision pour les créances irrécouvrables lorsqu'il est jugé qu'un compte ne pourra être recouvré. La provision pour créances irrécouvrables s'établit à 420 260 \$ au 24 octobre 2009 et à 450 769 \$ au 25 avril 2009.

En février 2009, la société a souscrit à une assurance émise par Exportation et Développement Canada pour ses comptes clients majeurs aux États-Unis.

Risque de taux d'intérêt

Au 24 octobre 2009, l'exposition de la société au risque de taux d'intérêt se résume comme suit :

Trésorerie et équivalents	Taux d'intérêt variable
Comptes débiteurs	Sans intérêt
Contrats dérivés de change à terme	Sans intérêt
Emprunts bancaires	Taux d'intérêt variable
Comptes créditeurs et charges	Sans intérêt
Dette à long terme	Tel que décrit à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires pour les périodes de trois mois et six mois terminée le 24 octobre 2009

Risque de change et contrats de change à terme

La société est exposée aux risques de change par les ventes à l'étranger de produits fabriqués au Canada et par une partie de ses achats, lesquels sont libellés, pour la plupart, en dollars US. Ces risques sont partiellement compensés par des contrats de change à terme et par certains frais d'exploitation libellés en dollars US. Au 24 octobre 2009 et au 25 avril 2009, la société avait conclu des contrats lui permettant de vendre des dollars US à divers taux de change à terme, lesquels se résument comme suit :

Description	Date d'expiration	Montant contractuel \$	Taux contractuel moyen pondéré \$	Juste valeur \$
Au 24 octobre 2009				
Vente de dollars US	Novembre 2009 à janvier 2011	4 200 000	1,1854	554 772
Achat de dollars US	Novembre 2009	160 000	1,0415	1 718
Au 25 avril 2009				
Vente de dollars US	Mai 2009 à avril 2010	3 800 000	1,1750	(116 586)

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Il n'y a eu aucun arrangement hors bilan dans les états financiers consolidés intermédiaires au 24 octobre 2009.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles de la société pour les baux d'exploitation, l'acquisition d'immobilisations corporelles et la dette à long terme au 24 octobre 2009 :

Périodes	Baux d'exploitation \$	Immobilisations corporelles \$	Dette à long terme	Total
0-12 mois	149 958	-	2 215 673	2 365 631
13-24 mois	63 104	-	4 210 173	4 273 277
25-36 mois	5 322	-	4 470 837	4 476 159
37-48 mois	3 479	-	5 744 216	5 747 695
49-60 mois	-	-	1 126 689	1 126 689
Par la suite	-	-	3 295 092	3 295 092
	<u>221 863</u>	<u>-</u>	<u>21 062 680</u>	<u>21 284 543</u>

Certains baux de location comportent une option de renouvellement.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES APPARENTÉES

Il n'y a eu aucune opération entre parties apparentées pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 24 octobre 2009 et 25 octobre 2008.

ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Le 1^{er} décembre 2009, la société annonçait que sa filiale étrangère autonome Sigma OH Industries Inc. s'est placée sous la protection du chapitre 11. Sigma OH poursuivra ses activités à titre de débiteur-exploitant en vertu des dispositions applicables de la loi américaine sur la faillite. Sigma OH entend procéder à la vente de ses actifs en vertu de la section 363 du Bankruptcy Code. En date de cette demande de protection, Sigma OH affiche une dette garantie d'environ 5,1 millions de dollars US, essentiellement auprès des autorités d'État et locales, ainsi que des comptes créditeurs totalisant près de 2,2 millions de dollars US.

Le 15 décembre 2009, la société a obtenu une dispense quant au maintien d'un ratio exigeant le maintien d'un solde minimal de capitaux propres au sein des opérations canadiennes.

RISQUES ET INCERTITUDES

Voici un résumé des principaux risques et incertitudes qui pourraient affecter les activités de la société :

Conditions économiques actuelles

Les activités de la société sont, à certains égards, tributaires des conditions économiques. D'une part, les marchés du camion lourd et des produits industriels sont, règle générale, davantage affectés par une baisse du niveau de l'activité économique. D'autre part, les marchés du camion lourd, de l'autobus, des produits agricoles et de l'énergie éolienne, sont susceptibles d'être

affectés par le resserrement des conditions de crédit compte tenu du besoin important de financer l'achat des véhicules ou des produits en question.

Risque de change

Les ventes libellées en dollars US représentaient environ 49,3 % et 51,6 % respectivement du total des ventes de la société pour les périodes de trois et six mois terminées le 24 octobre 2009. Par conséquent, l'évolution du dollar canadien par rapport au dollar US est un élément d'incertitude et de risque pour la société. Ces risques sont en partie atténués par les frais d'exploitation de la filiale américaine libellés en dollars US, par l'acquisition de matières premières en dollars US ainsi que par des contrats de change à terme. La société a pour politique de ne pas utiliser ces instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Dans un contexte où le dollar canadien continuerait de s'apprécier par rapport au dollar US, les résultats d'exploitation de la société seraient affectés négativement. Au cours de la période de trois mois terminée le 24 octobre 2009, la société a vendu 2,1 millions de dollars US à un taux de change moyen de 1,0974 CAN pour une somme de 2,3 millions de dollars canadiens.

Concentration des clients

Pour la période de six mois terminée le 24 octobre 2009, les cinq plus importants clients ont représenté 70 % des ventes de la société. Si ces clients devaient cesser de faire affaires avec la société ou réduisaient le montant de leurs achats en raison de difficultés financières ou autres, cela aurait un impact important sur les ventes, la situation financière et les résultats d'exploitation de la société. Les commandes pour une composante dans le secteur du camion lourd et du transit sont octroyées selon la durée de la mise en marché des modèles par les manufacturiers d'équipements d'origine. La durée de la mise en marché est en moyenne d'une durée de cinq à dix ans selon les manufacturiers. Il n'y a aucune garantie que la société sera en mesure d'obtenir de nouvelles commandes ou de renouveler les contrats en vigueur, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les activités de la société.

Risque de taux d'intérêt

La société est vulnérable à toute fluctuation à la hausse des taux d'intérêt puisque les emprunts bancaires et une portion des dettes à long terme sont assortis de taux d'intérêt variant en fonction du taux préférentiel. Une hausse des taux d'intérêt pourrait affecter le coût de capital de la société et ainsi réduire le bénéfice net. En date du 24 octobre 2009, environ 74,3 % de la dette à long terme, soit 15,3 millions de dollars sur une dette à long terme totale de 20,6 millions de dollars (incluant la partie à court terme, mais excluant les frais de financement reportés), était à taux variable.

Développement des marchés et croissance continue

Si la société ne parvenait pas à pénétrer davantage ses principaux marchés et les marchés géographiques existants ni à développer avec succès ses activités sur de nouveaux marchés, cela pourrait avoir des conséquences défavorables sur la croissance des ventes de ses produits ainsi que sur ses résultats d'exploitation. La capacité de la société à pénétrer davantage ses principaux marchés et ses marchés géographiques existants sur lesquels elle est en concurrence ou à développer ses activités avec succès dans d'autres pays d'Europe, d'Amérique du Sud ou ailleurs est assujettie à de nombreux facteurs, dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. La

société ne peut garantir le succès de ses efforts visant à accroître la pénétration de ses principaux marchés et de ses marchés géographiques existants, et, si elle n'y parvenait pas, cela pourrait avoir des conséquences défavorables sur ses résultats d'exploitation.

Les droits exclusifs de propriété intellectuelle

La société utilise des technologies pour lesquelles elle détient certaines propriétés intellectuelles. Il est tout à fait possible que d'autres sociétés puissent mettre au point d'une manière indépendante des produits similaires, diminuant ainsi le cycle de vie des produits fabriqués par la société.

Programme d'acquisitions

La société a l'intention de continuer à acquérir des entreprises et des éléments d'actif. Rien ne garantit qu'elle pourra réaliser des acquisitions, ni qu'elle connaîtra du succès pour ce qui est d'intégrer à ses activités les entreprises et les éléments d'actif nouvellement acquis; à défaut, et faute de garder à son service le personnel clé des entreprises acquises, cela pourrait avoir des conséquences défavorables importantes sur ses résultats d'exploitation. Le programme d'acquisitions de la société pourrait exiger, en plus des flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, d'autres sources de financement. Il est impossible de garantir la disponibilité de ressources financières additionnelles ni, le cas échéant, que ces ressources financières seront disponibles selon des modalités acceptables. Le défaut d'obtenir ce financement pourrait, à l'avenir, rendre les acquisitions difficiles, voire impossibles.

Dépendance à l'égard du personnel clé et relations de travail

Le succès de la société dépend de sa capacité à attirer et à garder à son service une main-d'œuvre hautement qualifiée. Le défaut de retenir les services d'un personnel qualifié et la perte d'employés clés pourraient compromettre le rythme de développement de la société et ses efforts pour réussir son expansion.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Ce rapport de gestion contient des certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. En soi, ces déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Nous considérons que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables, mais nous avisons le lecteur que ces hypothèses à l'égard d'événements futurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, pourraient se révéler incorrectes puisqu'elles sont soumises à des risques et des incertitudes propres à nos activités. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 16 décembre 2009, date de l'approbation des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et du rapport de gestion par le conseil d'administration. La société n'a pas l'intention et estime qu'elle n'a pas l'obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, y compris sur la base d'informations nouvelles, d'événements futurs ou autres, sauf lorsque des autorités de réglementation le lui demandent ou si une loi en vigueur l'y oblige.

La société, dont les actions sont enregistrées auprès des autorités réglementaires du Québec, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, est tenue de fournir de l'information continue sous

forme d'états financiers intermédiaires et annuels, de circulaires d'information, de rapports sur les changements significatifs et de communiqués de presse aux autorités de réglementation. Une copie des informations rendues publiques par la société est disponible gratuitement sur demande au chef des finances de la société ou sur notre site Internet à l'adresse <http://www.sigmaindustries.ca> ainsi que sur le site Internet suivant : <http://www.sedar.com> .

(S) Denis Bertrand

Par: _____
Denis Bertrand
Président et chef de la direction

(S) Guy Archambault

Par: _____
Guy Archambault
Chef des finances

Le 16 décembre 2009